



## Police et gendarmerie: le Sénat rejette un budget 2020 jugé "pas à la hauteur"

Paris, 28 nov. 2019 (AFP) -

Le Sénat à majorité de droite a rejeté à main levée jeudi en première lecture le budget 2020 pour les forces de sécurité, estimant qu'il "n'est pas à la hauteur des enjeux", même s'il est en hausse.

"C'est un bon budget", a affirmé le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. "Est-il parfait ? La réponse est non", a-t-il poursuivi, soulignant que les crédits de la mission "sécurité" comptent "parmi ceux qui connaîtront la plus forte hausse" en 2020.

"Ce budget est en hausse, avec 13,8 milliards qui seront consacrés à la sécurité, c'est une augmentation majeure de près de 518 millions", a-t-il déclaré. "Ceux de la police et de la gendarmerie, c'est 13,2 milliards, c'est une augmentation de 4%", a-t-il détaillé.

Pour le ministre, cette hausse "extrêmement sensible permettra de poursuivre la politique de recrutement" pour arriver à 10.000 emplois recrutés sur le quinquennat.

"Oui, la vie de nos forces de sécurité intérieure sur le terrain est difficile, et je l'entends", a-t-il déclaré, mais "avec les 2.000 emplois" qui seront créés dans le budget 2020 "nous reviendrons à peine à l'étiage de 2007".

Pour le rapporteur spécial Philippe Dominati (ratt. LR), ce budget "n'est pas à la hauteur des enjeux", alors que "les forces de l'ordre évoluent dans un climat particulièrement dégradé".

"Augmenter les effectifs n'est pas une fin en soi, surtout lorsque cela se fait au détriment de l'équipement", a renchéri Brigitte Lherbier (LR), tandis que Franck Menonville (Indépendants) déplorait que le budget "n'apporte pas de réponse satisfaisante à la dégradation des conditions de travail des policiers et gendarmes".

Jean-Pierre Sueur (PS) a reconnu "des progrès en matière d'effectifs", mais a estimé que "les moyens ne suivent pas les effectifs".

Les personnels "sont à bout de souffle", a affirmé la présidente du groupe CRCE à majorité communiste Éliane Assassi, pour qui "il est clair que les réponses à leurs attentes sont à côté de la plaque".

Le centriste Philippe Bonnecarrère a jugé que le projet de budget n'était "certes pas parfait", mais comprenait "des éléments favorables à l'amélioration des conditions de sécurité dans ce pays".

vm/pab/nm

Afp le 28 nov. 19 à 17 43.